

## **PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 589-2022**

---

### **TRAITEMENT DES ÉLUS**

---

#### **PRÉAMBULE :**

ATTENDU que des modifications législatives, effectives à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, ont été apportées à la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (L.R.Q., c. T-11 001), faisant en sorte, d'une part, que certaines balises encadrant la rémunération des élus municipaux, notamment celles relatives à l'imposition d'une rémunération minimale, ont été abolies et, d'autre part, que la responsabilité de fixer la rémunération des élus municipaux revient à la Municipalité;

ATTENDU qu'il y a lieu d'apporter des modifications au règlement actuel, datant de 2018, traitant de la rémunération des élus;

ATTENDU qu'AVIS DE MOTION ainsi qu'une présentation du projet du présent règlement a été préalablement donné à la séance du conseil municipal tenue le 5 décembre 2022;

ATTENDU qu'un avis public a été publié conformément aux modalités de l'article 9 de la Loi sur le traitement des élus municipaux;

#### **EN CONSÉQUENCE :**

IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Denis Bourgault,

APPUYÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLÈRES PRÉSENTES ET DES CONSEILLERS PRÉSENTS :

**Que le règlement portant le numéro 589-2022 soit et est adopté, lequel décrète ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 – PRÉAMBULE**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

#### **ARTICLE 2 – OBJET**

Le présent règlement fixe le traitement des élus municipaux.

#### **ARTICLE 3 – RÉMUNÉRATION DU MAIRE**

La rémunération annuelle du maire est fixée à 44 578 \$ pour l'exercice financier de l'année 2023, étant entendu que pour tout exercice financier subséquent, le montant de la rémunération du maire sera ajusté annuellement en fonction de l'indexation prévue à l'article 8 du présent règlement.

#### **ARTICLE 4 – RÉMUNÉRATION DU MAIRE SUPPLÉANT**

À compter du moment où le maire suppléant occupe les fonctions du maire et jusqu'à ce qu'il cesse son remplacement, le maire suppléant reçoit une rémunération additionnelle à celle qui lui est payée à titre de membre du conseil afin d'égaliser la rémunération payable au maire pour ses fonctions.

## **ARTICLE 5 – RÉMUNÉRATION DES AUTRES MEMBRES DU CONSEIL**

La rémunération annuelle des membres du conseil municipal, autre que le maire, est fixée à 6 710 \$ pour l'exercice financier de l'année 2023, étant entendu que pour tout exercice financier subséquent, le montant de la rémunération des membres du conseil municipal sera ajusté annuellement en fonction de l'indexation prévue à l'article 8 du présent règlement.

## **ARTICLE 6 – COMPENSATION EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES**

Tout membre du conseil peut recevoir paiement d'une compensation pour perte de revenu si chacune des conditions ci-après énoncées sont remplies :

- a) L'état d'urgence est déclaré dans la Municipalité en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (L.R.Q., c. S-2.3) suite à un événement survenu sur le territoire de la Municipalité;
- b) Le membre du conseil doit gérer, coordonner ou autrement participer aux interventions devant être effectuées par la Municipalité en raison de cet événement;
- c) Le membre du conseil doit s'absenter de son travail pour une période consécutive de plus de quatre (4) heures et subir une perte de revenu pendant cette période d'absence.

## **ARTICLE 7 – ALLOCATION DE DÉPENSES**

En plus de la rémunération payable en vertu du présent règlement, tout membre du conseil reçoit une allocation de dépenses équivalente à la moitié de leur rémunération fixée par les présentes, sous réserve du montant de l'allocation de dépenses maximal prévu à l'article 19 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux* ainsi du partage de l'allocation de dépenses prévu par l'article 19.1 de cette loi.

En considération de cet article, l'allocation de dépense sera en 2023 :

- pour le maire : 14 921 \$
- par conseiller : 3 355 \$

## **ARTICLE 8 – INDEXATION ET RÉVISION**

La rémunération payable aux membres du conseil doit être indexée annuellement, en date du 1<sup>er</sup> janvier, en fonction de l'indice des prix à la consommation publié par Statistique Canada pour la province de Québec encouru lors de l'année précédente.

Malgré ce qui précède, une révision de la rémunération payable aux membres du conseil sera effectuée et déterminée dans un délai de soixante (60) jours suivants le jour des élections municipales générales devant être tenues en vertu de la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités* (L.R.Q., c. E-2,2). La rémunération des membres du conseil ainsi déterminée sera en vigueur et payable aux membres du conseil à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant la tenue de ces élections.

## **ARTICLE 9 – TARIFICATION DE DÉPENSES**

Sous réserve des autorisations pouvant être requises auprès du conseil municipal et du dépôt de toute pièce justificative attestant de la nécessité du déplacement, lorsqu'un membre du conseil doit utiliser son véhicule automobile afin d'effectuer un déplacement pour le compte de la Municipalité, un remboursement par kilomètre effectué lui est accordé selon le taux établi dans la politique Frais de déplacement, de séjour et de représentation, indemnités et allocations de la Ville de Normandin.

## **ARTICLE 10 – ALLOCATION DE TRANSITION**

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur le traitement des élus municipaux* (article 31), la Ville verse une allocation de transition à toute personne qui cesse d'occuper le poste de maire après l'avoir occupé pendant au moins les 24 mois qui précèdent la fin de son mandat.

10.1 Le montant de l'allocation est égal au produit obtenu lorsqu'on multiplie le nombre

d'années complètes pendant lesquelles la personne a occupé le poste de maire par 1 000 \$ le montant de l'allocation est accru de la fraction de 1 000 \$ qui est proportionnelle à la fraction d'année pendant laquelle la personne a occupé le poste de maire en sus des années complètes.

10.2 Le montant de l'allocation ne peut excéder 8 000 \$.

10.3 Une personne qui démissionne en cours de mandat a droit à l'allocation de transition prévue dans ce règlement à la condition que sa démission soit justifiée par des raisons familiales sérieuses ou par un problème de santé important affectant un membre de sa famille immédiate ou elle-même.

## **ARTICLE 11 – APPLICATION**

Le directeur général et greffier est responsable de l'application du présent règlement.

## **ARTICLE 12 - REMPLACEMENT DES DISPOSITIONS ANTÉRIEURES**

Le présent règlement abroge et remplace le règlement numéro 539-2018 (et ses amendements) adopté le 5 novembre 2018.

## **ARTICLE 13 - ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Avis de motion donné à la séance du :	5 décembre 2022
Présentation du projet à la séance du :	5 décembre 2022
Avis public préalable à l'adoption publié et affiché le :	13 décembre 2022
Adopté à la séance du :	16 janvier 2023
Publié et affiché le :	17 janvier 2023
Entrée en vigueur le :	17 janvier 2023

  
Jean Morency  
Maire

  
Robin Tremblay  
Directeur général et greffier par intérim